

**MINISTERE DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT, DES DOMAINES,
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE LA POPULATION**

SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple- Un But – Une Foi



DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION (DNP)

BP : E 791 - Tél 20 22 62 70 Fax 222 62 68 E-mail : dnp_population@yahoo.fr

**Rapport annuel d'exécution 2021 des activités de la
Direction nationale de la Population**

avril 2022

Sommaire

I. CONTEXTE	3
II. LES REALISATIONS MAJEURES.....	3
III. PARTENARIAT ET SYNERGIE D’ACTION.....	24
IV. DIFFICULTES ET SOLUTIONS PROPOSEES.....	24
V. LECONS APPRISES	24
VI. LA DURABILITE DES INITIATIVES.....	25
VII. NOUVEAU DEVELOPPEMENT	25
VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATION.....	26
ANNEXE : SYNTHESE DE L’ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE 2021	27

I. CONTEXTE

La Direction nationale de la Population est une structure centrale, qui a pour mission d'élaborer les éléments de la Politique Nationale de Population et d'assurer le suivi de sa mise en œuvre. A cet effet, elle est appelée à jouer un rôle stratégique dans le dispositif national de planification et de formulation des politiques publiques. Aussi, la DNP œuvre à la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population actualisée, dont le dernier plan opérationnel, couvre la période 2018-2022.

Chaque année, la DNP élabore un Plan Opérationnel d'activités, financé par le Budget Spécial d'Investissement (BSI) et les partenaires Techniques et Financiers (PTF) du Mali, notamment le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) dans le cadre d'un Plan de Travail Annuel (PTA) et la Banque mondiale à travers le Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Mali) dans le cadre du Plan de Travail et de Budgétisation Annuel (PTBA).

Le présent rapport dresse le bilan des activités menées en 2021 par la Direction nationale de la Population (DNP) dans le cadre de la mise en œuvre de sa Politique Nationale de Population.

Le Programme Opérationnel (PO) 2021 intègre, le Plan de Travail Annuel et le Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) entre la Direction nationale de la Population (DNP), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Mali). Son objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations. Dans le cadre de la mise en œuvre du huitième programme avec le Gouvernement de la République du Mali, la DNP doit intervenir sur le renforcement de la production et l'utilisation de données désagrégées de haute qualité pour la formulation de politiques et le suivi des objectifs de développement durable afin de tirer profit du dividende démographique, y compris en contexte humanitaire. Pour ce faire, les actions ont été menées dans un contexte difficile dû au contexte socio-politique du pays et à la maladie à coronavirus (COVID-19). A ce titre, les activités ont été menées à travers l'élaboration et la validation des rapports et la réalisation des études et recherches en lien avec les questions de population et développement, le renforcement des capacités techniques, la production et de diffusion de données statistiques, le plaidoyer et la communication, le renforcement et l'assistance technique et financier pour la mise en œuvre de l'initiative SWEDD.

II. LES REALISATIONS MAJEURES

Les principales réalisations de l'année 2021 ont été bâties autour des activités suivantes:

- ✓ *l'élaboration et la validation du rapport national sur la situation sociodémographique du Mali en 2019 ;*

- ✓ la tenue des réunions de la CNPD et du Comité de suivi des engagements du Mali sur la CIPD+25 ;
- ✓ la réalisation des missions de suivi de la PNP dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako ;
- ✓ l'organisation de la réunion de coordination du produit 5 pour un meilleur suivi du PTA ;
- ✓ la formation des élus et agents techniques des régions de Kayes, et Kita en intégration des variables démographiques dans les PDESC ;
- ✓ l'organisation de deux sessions de plaidoyer et d'appropriation de la PNP et de la FRN sur le dividende démographique à Kayes et à Mopti ;
- ✓ la réalisation d'une étude sur les mutilations génitales féminines (MGF) dans la région de Tombouctou ;
- ✓ la reproduction du rapport de l'étude sur les MGF à Tombouctou et la confection de dépliant ;
- ✓ la réalisation d'une étude sur les priorités en des besoins en SSR des jeunes et adolescents dans la région de Sikasso ;
- ✓ réalisation de l'étude sur les mutilations génitales féminines à Kayes ;
- ✓ la réalisation de l'étude sur les MGF (MGF/E) dans la région de Tombouctou ;
- ✓ la dissémination de l'étude sur les VBG/PTN et SR dans les zones couvertes par le programme Spotlight ;
- ✓ la célébration de la Journée Mondiale de la Population, 11 juillet 202 ;
- ✓ l'organisation de la campagne *stronger together* au niveau national ;
- ✓ l'organisation de la campagne CCSC dans la région de Kayes ;
- ✓ la production du bulletin statistique Pop infos ;
- ✓ la réalisation de l'enquête sur les connaissances, les aptitudes, les pratiques (CAP) sur les besoins en santé de la reproduction des jeunes adolescents dans les périphéries du district de Bamako ;
- ✓ l'organisation de la session de plaidoyer et de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des engagements de la cipd+25 et leurs liens avec les ODD et le CREDD

La synthèse de chacune des activités est décrite à travers les éléments ci-dessous :

2.1. l'élaboration et la validation du rapport national sur la situation sociodémographique du Mali en 2019

Les interrelations entre population et développement sont multiples et complexes. Elles nécessitent une bonne compréhension de la nature des liens qui existent entre les processus socio-économiques et la dynamique de population.

L'objectif général de ce rapport est de déterminer le niveau des indicateurs sociodémographiques, en vue de faciliter la prise de décision pour la planification du développement économique et social.

L'analyse de la situation montre que, le taux de natalité au Mali est passé de 38,7‰ en 2012-2013(EDSM V) à 39‰ en 2018 EDSM VI (2018), ce taux est plus élevé en milieu rural (44,1‰) qu'en milieu urbain (40,1‰). A titre de rappel, entre trois Enquêtes Démographiques et de Santé (EDSM III, IV, V), le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer est passé de 6,8 à 6,1 enfants par femme entre 2001 et 2012.

Quant à la mortalité, elle reste encore élevée malgré l'amélioration des conditions de vie des populations et d'accès aux infrastructures socio sanitaires. Au niveau infantile, il est en baisse mais reste en dessous des objectifs des cadres internationaux (Plan d'Actions de la CIPD et OMS). Selon

les résultats des différentes EDSM la mortalité infantile est passée de 96‰ en 2006 à 56‰ en 2012-2013 puis à 54‰ en 2018. Quant à la mortalité infanto juvénile elle était de 191‰ en 2006 contre 959 ‰ en 2012-2013 puis à 101‰ en 2018. Les risques de décès des jeunes enfants sont plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain (113‰ contre 64‰). Les résultats ont aussi mis en évidence un niveau de mortalité plus élevé dans la région de Sikasso que dans les autres régions (121‰ contre 59‰ dans le district de Bamako).

Les décès maternels représentaient 32% de tous les décès de femmes de 15-49 ans. En 2006, le rapport de mortalité maternelle était estimé à 582 décès pour 100000 naissances vivantes contre 368 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2012-2013 puis à 325 décès maternels pour 100000 naissances vivantes en 2018.

L'urbanisation au Mali ne se fait pas de façon homogène, rendant difficile l'essor des villes dites secondaires. La proportion de la population rurale a fortement baissé depuis les années 1970, passant de 83% à 78% de la population totale (RGPH 2009) et à 42 % selon la projection de la DNP en 2019. La capitale Bamako connaît une croissance plus rapide que celle des autres villes dites secondaires.

Malgré une légère augmentation de l'espérance de vie à la naissance, la couverture sanitaire en général et la couverture en personnel de santé en particulier reste encore très faible au Mali.

Le ratio de Professionnel de santé (médecin, SF, IO, Infirmier (AM, TSS, TS),) au niveau national est de 5 pour 10000 qui reste largement inférieur à la norme de 23 pour 10000 habitants (recommandés par l'OMS).

Les résultats des enquêtes démographiques et de santé (EDSM VI 2018) font état, entre autres, d'une réduction du taux de mortalité maternelle (325 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2018 contre 368 en 2012 EDSM V et 464 en 2006 EDSM IV), une baisse substantielle du taux de mortalité infantile (54 pour 1000 en 2018 EDSM VI contre 56/100 000 en 2012 EDSM V et 96/100 000 en 2006 EDSM IV et infanto juvénile (191 pour 1000 en 2006 EDSM IV et 101 pour 1 000 en 2018 EDSM VI). Cette réduction des mortalités maternelle et infantile est imputable en grande partie aux efforts des différents gouvernements du Mali en matière de santé de la reproduction maternelle, infantile et nutritionnelle (SRMIN).

Selon l'annuaire statistique 2017-2018 de la CPS-secteur éducation, malgré la crise sécuritaire qui sévit au Mali, le TBS au premier cycle a connu une augmentation en passant de 69.6% en 2016 à 76.5% en 2018 pour l'ensemble et chez les filles, c'est le même constat avec respectivement 63.4% en 2016 et 70.4%. Il faut noter les efforts consentis par le département avec l'appui de tous les partenaires de l'école qui ont permis d'améliorer la tendance.

Quant au second cycle du fondamental, la majorité des régions enregistrent des TBS faibles, avec une disparité entre les sexes (52.5% chez les garçons et 44.8% pour les filles).

Le taux d'emploi national en 2019 est de 68,4%. Il représente 46,3% pour les jeunes de 15-24 ans avec un écart de 22,1 points de pourcentage. Le taux de chômage en 2019 est estimé à 5,9% (EMOP 2019, 3^e passage), celui des jeunes de 15 – 24 ans se situant à 11,4%. Entre 2015 et 2016, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) a connu une hausse de 7,9 points de pourcentage. A partir de 2016, il a connu une diminution progressive avec des écarts allant de 2,9 à 8,5 points de pourcentage.

Les opérations de collecte et de mise à jour des données menées dans le cadre du programme DTM montrent une augmentation du nombre de personnes déplacées au Mali entre mai et juin 2019. Le nombre de PDI est en effet passé de 120 067 personnes (rapport CMP de mai 2019) à 147 861 en juin 2019 soit une augmentation de 27.794 personnes. Cette augmentation est due à des violences variées dans les régions de Mopti, Ségou, Tombouctou, Gao, Ménaka, Sikasso et la bande frontalière Mali-Burkina Faso. En effet, ces violences ont provoqué le déplacement de populations de leurs villages et hameaux pour trouver refuge dans les localités où la situation sécuritaire semble plus calme.

Dans le domaine du genre, les constats révélés par les enquêtes, études et évaluations faites au cours de ces dernières années, indiquent que l'écart entre les hommes et les femmes est encore important. Même si en général la position des femmes reste marginale, quelques progrès encourageants ont quand même été enregistrés.

Malgré les efforts du gouvernement dans le secteur agricole, l'abondance et la bonne répartition de la pluviométrie, le taux de croissance du secteur primaire a connu une décélération avec un taux de croissance de 4,1% en 2019 contre 5,4% en 2018.



Photo de famille lors de l'atelier technique de finalisation et de validation du RSD 2019 à Sélingué

2.2. la tenue des réunions de la CNPD et du Comité de suivi des engagements du Mali sur la CIPD+25 ;

Pour s'acquitter des tâches non terminées du Programme d'action de la CIPD et permettre de garantir et de respecter les droits de l'homme dans le monde entier, il est nécessaire et crucial de renforcer les organisations et les mouvements de la société civile qui l'ont défendu et œuvré pour sa mise en œuvre. C'est pour cette raison que les pouvoirs publics, le secteur privé, les universités, les agences multilatérales et les institutions financières internationales, les gouvernements locaux et les instances politiques régionales se sont réunis au Sommet de Nairobi du 12 au 14 novembre 2019 au Kenya pour présenter leurs propres engagements ambitieux et leurs actions concrètes et novatrices, qui accélère la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD, et mettre fin aux travaux inachevés sans laisser personne de côté et concrétiser les promesses du Programme d'action de la CIPD en garantissant les droits et les choix pour tous.

Au cours de ce sommet, le Gouvernement de la République du Mali a pris un certain nombre d'engagements. Le suivi de ces engagements nécessite l'implication du ministère en charge des questions de population à travers la Direction nationale de la Population.

Pour assurer la mise en œuvre de ces engagements, un Comité national de suivi des engagements a été mis en place avec la participation de l'ensemble des structures techniques impliquées dont la coordination est assurée par la DNP.

C'est ainsi que, la Direction Nationale de la Population (DNP) a organisé à Sélingué les 25 et 26 septembre 2020, la première réunion du Comité National de Suivi des engagements du Mali sur la CIPD+25. Au cours de cette réunion, la déclaration d'engagements du Mali au Sommet a été

présentée ; les moyens spécifiques pour la mise en œuvre des engagements ont été identifiés et le bilan des acquis sur la base d'indicateurs précis et les gaps ont été présentés.

A la fin de cette réunion, la recommandation majeure a été l'organisation d'une collecte de données spécifiques pour deux (02) engagements à travers trois (03) indicateurs en vue de renseigner ces indicateurs en référence aux engagements.

L'objectif visé par cette collecte est d'avoir une situation de référence, prenant en compte les réalités actuelles du pays pour un suivi des engagements de la CIDP+25. Elle se justifie aussi, entre autres, par le besoin de connaître la situation réelle de ces trois indicateurs en matière de santé de la reproduction et des ressources financières allouées aux questions de population et développement. A la suite de cette collecte, une réunion de présentation des résultats a été faite aux membres du comité pour une plus grande appropriation.

2.3. la réalisation de la mission de suivi de la PNP dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako

Suivant les ordres de mission N°2021/00105, MUHDATP-DNP N°2021/00106/MUHDATP-DNP en date du 05 au 11 septembre et du 12 au 16 septembre 2021, des cadres de la Direction nationale de la Population (DNP) se sont rendues dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako dans le cadre des missions de suivi des actions de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population.

La mission avait pour objectif, de faire l'état de mise en œuvre de la Politique Nationale de Population dans les régions, tout en identifiant les actions relatives aux urgences humanitaires, analyser les contraintes et les atouts, tirer les leçons et formuler des recommandations pour un meilleur suivi des actions sur le terrain et les principales actions à mener pour l'années 2022.

Les principales activités menées entre 2018 et 2020, les activités en cours pour 2021 et les perspectives pour 2022

Les principales activités menées ont concerné en grande partie la tenue de la revue UNICEF, la participation des acteurs des Collectivités territoriales à la formation sur l'intégration des variables démographique dans les PDSEC et le suivi-évaluation du PRP. La seule activité en cours est l'élaboration de l'Annuaire statistique régionale.

Pour **le sous-secteur de l'Education**, les principales activités menées dans les régions entre 2018 et 2020 s'articulent sur :

- l'organisation des journées de concertation sur les rôles et responsabilités des différents acteurs et partenaires intervenant dans le secteur de l'éducation ;

- la formation de 150 agents AE-CAP en charge de la scolarisation des filles sur les violences basées sur le genre en milieu scolaire ;
- l'atelier de renforcement des capacités des formateurs des structures déconcentrées de l'Education et des ONG en lecture-écriture et en calcul dans les langues nationales (Bamanankan, Soninke, Fulfulde et Khassonke) ;
- l'atelier de formation des Formateurs Régionaux et Professeur d'IFM aux nouveaux modules de formation en Evaluation des Apprentissages Scolaires ;
- la formation des membres CGS et medersas du Fondamental 2 du programme de Coopération Mali- UNICEF;
- l'organisation d'une mission de suivi des fiches synthétiques de renseignement des candidats à l'examen de Diplôme d'Etudes Fondamentales (DEF) dans les Centres d'Animation Pédagogique des Académies d'Enseignement;
- l'atelier de formation des agents des collectivités territoriales, des services déconcentrés de l'éducation et des représentants de comités de Gestion Scolaires (CGS) à l'élaboration de plan de développement Educatif (PDE) et la mobilisation des ressources.
- l'atelier de partage des résultats issus du diagnostic d'accueil des apprenants des Centres du projet SSA/P-UE de l'année scolaire 2019-2020.

Quant ***aux activités en cours***, elles ont concerné principalement : la formation des professeurs dans les lycées publics de l'Académie à la préparation et à l'exécution d'une leçon en APC, l'organisation d'un atelier d'appui à la production des fiches d'enquête du fondamental 1 et 2, du Non Formel (CED, CAF et CAFé) et de la petite enfance (CDPE) pour la campagne statistique de l'année scolaire 2020-2021, l'organisation d'un atelier d'appui à la production statistique de la synthèse des rapports de fin d'année 2019-2020 et de rapport rentrée 2020-2021 pour les campagnes statistique 2019-2020 et 2020-2021, l'organisation d'une mission de distribution des fiches d'enquête statistique 2020-2021 dans les centres d'Animation Pédagogiques et les établissements secondaires, l'organisation d'un atelier de Saisie informatique des questionnaires d'Enquête de préscolaire et du non formel pour la Campagne statistique de l'année scolaire 2019-2020 et l'organisation d'un atelier de saisie informatique des questionnaires d'Enquête de l'Enseignement Secondaire pour la Campagne statistique de l'année scolaire 2019-2020.

En plus des activités en cours, les Académies envisagent des perspectives à travers l'organisation d'un atelier de formation des agents AE et nouveaux Censeurs des Etablissements d'Enseignement Secondaire Général au remplissage des Fiches d'Enquête pour la production des statistiques scolaires de la campagne 2019-2020; l'organisation des formations continues des enseignants ; l'organisation des formations initiales (Approche par Compétence) des enseignants ; l'organisation des formations administratives des enseignants ; la tenue des ateliers de carte scolaire dans tous les CAP ; la poursuite de la généralisation des cantines scolaires dans les écoles nécessiteuses ; la

dotation des écoles en mobiliers scolaires et en manuels pédagogiques de même que la dotation de la direction de l'AE et des CAP en matériels roulant pour le suivi.

En ce qui concerne les Directions Régionales de l'Emploi et la Formation Professionnelle, les activités suivantes ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique nationale de Population. Il s'agit entre autres du recensement de 1000 emplois informels financés par le projet FIER; de la sélection de 691 projets sur 692 jeunes soumis au projet FIER ; de l'organisation de la certification de 86 jeunes de la 3ème Cohorte de la 5ème Composante du Projet ACEFOR ; de l'élaboration de 826 plans d'affaires des jeunes dont 40% financés ; de la formation en gestion simplifiée de 316 jeunes volontaires de retour (partenariat APEJ-OIM) ; de l'organisation de la certification de 100 jeunes de la 3ème cohorte de la 5ème composante du Projet ACEFOR ; de la création de cinq (05) centres de formation privées dont (02) deux agro-pastoral, deux (02) électricité bâtiment/construction métallique et un (01) couture, styliste et teinture.

Les activités en cours se résument à l'évaluation des plans d'affaires jeunes soumis au projet EJOM ; à la sélection des projets des jeunes soumis au projet FIER ; au développement et à la formation professionnelle financée par le projet PROCEJ dont 1600 jeunes sont actuellement en formation auprès des tuteurs.

Les perspectives pour 2022 sont axés autour du suivi –évaluation des activités de formation professionnelle dans la région (dual et les formations –insertion) ; aux missions d'information et de sensibilisation dans les cercles sur les nouveaux enjeux de l'emploi et de la formation Professionnelle ; à l'appui à la mise en œuvre du projet formation insertion et développement de l'entrepreneuriat rural (FIER) ; au développement des programmes de formation dans les filières porteuses et innovantes (bétail, viande, maraichage, pisciculture, gomme arabique, culture du forage , aviculture, arachide etc.) ; l'extension de la formation par apprentissage dans les localités non couverte par le programme dual ; l'adoption des meilleures stratégies, d'approches et de méthodologie dans le cadre du système multi acteurs en région ; l'initiation des courriers aux partenaires pour susciter les projets de formation ; au renforcement de la collaboration avec les services régionaux partageant la même tutelle; pour ce faire, se référer au courrier de la DIRFOP qui parle du sujet ; à la production régulière des fiches de suivi périodique des plans et projets de formation financés par les structures déconcentrées et du rapport mensuel d'activités ; à la production de fiches de projets renseignées de façon correcte avec fourniture de documents complets ; à l'orientation de la moitié des centres de formation vers l'Agrobusiness ; l'incitation des Sociétés Minières de la région a créé des centres de formation pour l'insertion des jeunes des localités concernées ; à la création des maisons familiales rurales à Kayes et à la formation jeune

dans les filières porteuses par les projets et programmes (EJOM, FIER et PROCEJ) et les structures relevant du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.



Séance de travail avec les cadres de la DRPSIAP, DRPFEF et la DREF de Kayes lors de la mission de suivi

2.4. l'organisation de la réunion de coordination du produit 5 pour un meilleur suivi du PTA

Dans le cadre du huitième programme de Coopération entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds des Nations Unies pour la Population, qui comporte quatre (04) effets dont la Santé Sexuelle et Reproductive, les adolescents et Jeunes, le genre et autonomisation des femmes et des filles et la dynamique de Population. La Direction nationale de la Population, l'Institut National de la Statistique, et l'Observatoire National du Dividende Démographique doivent œuvrer dans la mise en œuvre de l'effet 4, c'est-à-dire Population & Développement dont le produit est le renforcement des systèmes statistiques nationaux pour la production et l'utilisation de données désagrégées de haute qualité pour la formulation de politiques et le suivi des objectifs de développement durable afin de tirer profit du dividende démographique, y compris en contexte humanitaire. La DNP étant le seul responsable de ce produit, a prévu dans la mise en œuvre du PTA, l'organisation de la réunion de coordination du produit 5 pour un meilleur suivi du PTA.

L'objectif général de cette réunion était de faire le point sur la situation des activités menées au cours des trois (03) trimestres passés dans le cadre de la mise en œuvre du produit 5 de la CPD. A titre de rappel, le produit 5 est libellé ainsi : ***« Les systèmes statistiques nationaux sont renforcés pour la production et l'utilisation de données désagrégées de haute qualité pour la formulation de politiques et le suivi des objectifs de développement durable afin de tirer profit du dividende démographique, y compris en contexte humanitaire »***. Le produit est mis en œuvre à travers la DNP, l'ONDD, la CT/CSLP.

2.5. la formation des élus et agents techniques des régions de Kayes, et Kita en intégration des variables démographiques dans les PDESC

Dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de la politique nationale de population, l'une des missions de la DNP est de veiller à la prise en compte des variables démographiques dans les stratégies de développement. C'est dans ce cadre que la DNP a organisé en 2021 à Kayes et à Kita, l'atelier de formation des élus et agents techniques de certaines des communes de la région de

Kayes et Kita en l'intégration des variables démographiques dans les PDESC et en suivi-évaluation du PRP. Placé sous la présidence des gouverneurs desdites régions l'atelier a été financé par le SWEDD et le budget national.

L'objectif général de cet atelier était de former les élus des Collectivités Territoriales en vue d'une amélioration de leurs connaissances sur la méthodologie d'intégration des variables démographiques dans les Programmes de Développement Economique, Social et Culturel. La facilitation de l'atelier a été assurée par les cadres de la Direction Nationale de la Population.

La méthodologie de présentation a porté sur la définition des concepts de base en démographie, l'état et la dynamique de la population, les sources des données population et développement, l'historique de l'intégration, la définition et niveaux de l'intégration, les conditions fondamentales pour l'intégration, la méthodologie de l'intégration des variables démographiques dans le PDESC.

Un cas pratique d'exercice a été traité par tous les participants en groupe unique. Il s'agissait de faire partie d'un comité d'experts pour l'élaboration d'une politique transversale et renseigner le tableau par les indicateurs sociodémographiques nécessaires dans le cadre du diagnostic. A l'issue des travaux, les participants ont appris la méthodologie d'intégration des variables démographique à travers les éléments ci-dessus.

Enfin, l'atelier a recommandé d'élargir la formation à l'endroit d'autres acteurs directs de développement local et de faciliter l'implication des services techniques (SLPSIAP et l'ADR) dans l'élaboration des PDESC.

2.6. l'organisation de deux sessions de plaidoyer et d'appropriation de la PNP et de la FRN sur le dividende démographique à Kayes et à Mopti

Après l'adoption de la PNP par le gouvernement en Conseil des ministres le 13 décembre 2017, la phase de mise en œuvre doit suivre. Cette mise en œuvre ne serait être une réussite tant que les acteurs concernés à tous les niveaux national, régional, local et communal ne s'approprie du document de la politique, mais aussi celui de la feuille de route nationale pour la capture du dividende démographique. C'est dans ce cadre, que la Direction Nationale de la Population a mobilisé des ressources auprès de ses partenaires, notamment le Fonds des Nations Unies pour la Population pour l'organisation desdites sessions.

Des acteurs régionaux, locaux et communaux des services étatiques, des Organisations de la Société Civile, du Secteur Privé, des Collectivités décentralisées ont été impliqués pour ces différentes sessions.

Ses objectifs étaient de permettre aux acteurs impliqués dans sa mise œuvre de la PNP et de la feuille de route nationale de s'approprier de leurs contenus qui constituent un parchemin pour le Mali vers l'atteinte du Dividende Démographique. Des séances de présentation ont été alternées par des questions-réponses en vue d'éclairer la lanterne des participants sur les objectifs et résultats attendus de la PNP et de la feuille de route nationale, les stratégies de mobilisation des financements, le mécanisme et le dispositif de suivi de la mise en œuvre de la politique.



Dissemination de la PNP à Kayes avec la participation de l'ensemble des acteurs régionaux



Dissemination de la PNP à Mopti avec la participation de l'ensemble des acteurs régionaux

2.7. Formation des membres de la CNPD sur les concepts du dividende démographique

Pour faciliter une large compréhension et appropriation du concept de dividende démographique par les décideurs et les cadres des départements clés impliqués dans la mise en œuvre des politiques en lien avec le dividende démographique, la Direction Nationale de la Population avec l'appui financier du Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Mali) a organisé en décembre 2021, une formation à l'intention des 24 membres de la Commission Nationale Population et Développement (CNPD).

Pour rappel, la commission nationale population et développement est une instance d'orientation des politiques, stratégies et questions de population composée des ministères sectoriels impliqués

dans la mise en œuvre de la politique nationale de population. Elle se prononce sur toutes les questions nouvelles en lien avec la démographie et sert de ce fait d'organe consultatif et d'orientation stratégique pour la mise en œuvre et le suivi des politiques économiques en lien avec le dividende démographique.

L'objectif de la formation vise à renforcer les capacités des membres de la commission nationale population et développement (CNPD) sur les concepts du dividende démographique via une série de formations sur les thématiques de la population, de la santé, de la croissance économique, de la gouvernance, de l'éducation et de l'autonomisation économique de la femme dans l'optique de faciliter les actions de plaidoyer prévues dans le plan d'action de la politique nationale de population.

La première partie de l'atelier a été consacrée à une mise à niveau des participants sur les aspects conceptuels du DD et les résultats issus des applications d'analyse réalisée sur le profil du DD du Mali.

La deuxième partie de l'atelier a concerné les piliers du dividende démographique et les stratégies de leur prise en compte dans la planification du développement. Pour ce faire des échanges ont été organisés pour discuter sur les thématiques de l'éducation, de la santé, de la gouvernance et les stratégies de leur prise en compte dans l'opérationnalisation des programmes/projets de développement.



Photo de famille pour la session de formation des membre de la CNPD à Sélingué

2.8. Restitution, validation et dissémination des résultats de l'étude sur les mutilations génitales féminines dans la région de Tombouctou

L'une des missions essentielles de la DNP est la réalisation des études et recherches en matière de population et développement. En référence à cette mission, la DNP a initié dans le cadre du PTA 2021 avec UNFPA, la validation et la dissémination d'une étude sur les Mutilations Génitales Féminines (MGF) dans la région de Tombouctou.

L'objectif de l'atelier est de restituer les résultats, valider le rapport et élaborer un plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude.

Dans le but d'améliorer les connaissances sur la pratique des MGF et aider les pouvoirs publics à une meilleure coordination des activités de lutte contre les pratiques néfastes à travers la prise de décision basée sur les évidences, la Direction Nationale de la Population (DNP) avec l'appui technique et financier de l'UNFPA dans le cadre du programme conjoint MGF « Accélérer l'abandon de la pratique de l'excision » dans sa phase 3, a réalisé en 2020, avec l'appui technique d'un duo de Consultants nationaux, une « étude sur les mutilations génitales féminines dans la région de Tombouctou » en vue de mieux comprendre pourquoi la prévalence des MGF a tendance à augmenter à Tombouctou et d'orienter la décision.

A l'issue d'un processus participatif impliquant les structures clés intervenant dans le domaine des MGF/E au niveau national et dans la région de Tombouctou, la réalisation de cette étude a abouti à des résultats probants sur les facteurs explicatifs de la connaissance et de la pratique de l'excision à Tombouctou.

Deux ateliers ont été organisés respectivement pour restituer, valider, élaborer un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de l'étude puis disséminer les résultats.

Les sonrhaïs et les tamasheq la connaissent moins et la pratiquent faiblement. Comme facteurs favorisant l'augmentation de la pratique de l'excision dans la région. L'étude a identifié deux éléments essentiels qui sont : le brassage interethnique, le retrait de l'Etat et des services techniques consécutif à la crise sécuritaire et humanitaire qui se vit dans la zone depuis 2012. Cette situation a permis aux conservateurs de reprendre les néfastes avec la complicité des groupes radicaux favorables aux pratiques traditionnelles et opposés à toutes les activités de promotion et d'épanouissement de la gent féminine.

Pour réussir la lutte de l'abandon des MGF/E, il faut le retour effectif de l'Etat et des acteurs au développement dans la zone d'études. La présence des services techniques et des partenaires au développement permettra aussi de relancer les activités de sensibilisation et le développement des activités économiques des communes vulnérables et exposées aux pratiques néfastes à la santé de la femme et de la jeune fille. A la suite de la restitution et validation, un plan d'actions de mise en œuvre des recommandations de l'étude sur les Mutilations Génitales Féminines (MGF/E) dans la région de Tombouctou a été réalisé.



Photo de famille lors de l'atelier de restitution et de validation, Tombouctou, juillet 2021

2.9. la reproduction du rapport de l'étude sur les MGF à Tombouctou et la confection de dépliant

Dans le cadre de la vulgarisation des résultats de l'étude sur les MGF à Tombouctou, une reproduction du document a été faite par la DNP. Cette reproduction a été accompagnée de l'élaboration d'un dépliant sur ladite étude. Le dépliant a pour objectif de donner les résultats clés de l'étude à travers une évolution des différents indicateurs.

2.10. la réalisation et la validation d'une étude sur les priorités des besoins en SSR des jeunes et adolescents dans la région de Sikasso

Dans le cadre de l'exécution de son programme d'études et de recherches, la Direction Nationale de la Population (DNP) en collaboration avec le Fonds des Nations Unies Pour la Population (UNFPA), a réalisé en 2021, avec l'appui technique d'un duo de Consultants (Principal et un Associé), une étude sur les priorités en santé sexuelle et reproductive (SSR) des adolescents et jeunes dans la région de Sikasso.

L'étude a couvert les sept (07) cercles de la région de Sikasso (selon l'ancien découpage) : Bougouni, Kadiolo, Kolondiéba, Koutiala, Sikasso, Yanfolila et Yorosso.

La résolution des problèmes en matière de Santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescente (SSR) constituent un axe majeur du Gouvernement de la république du Mali et de ses partenaires. Malgré Les efforts fournis par le Ministère de la Santé et ses partenaires, les indicateurs en matière de santé de la reproduction de façon générale et de celle des jeunes et adolescents en particulier restent préoccupants au Mali et particulièrement dans la région de Sikasso.

C'est pourquoi, la Direction Nationale de la Population a jugé nécessaire de réaliser cette étude qui est un outil d'aide à la décision pour mieux orienter les interventions et identifier les problèmes qui freinent la prise en charge efficiente des besoins des jeunes et adolescents dans les zones à forte fécondité ; en l'occurrence la région de Sikasso.

L'objectif général de l'étude est d'identifier les priorités des adolescents et des jeunes (particulièrement les jeunes filles) en matière de santé sexuelle et reproductive dans la région de Sikasso afin de fournir des informations qui puissent aider à mieux planifier les interventions à leur intention.

En ce qui concerne les résultats de l'étude, on peut noter que les besoins prioritaires des adolescents et jeunes en matière de SSR dans la région de Sikasso ont été recensés auprès des adolescents/jeunes eux-mêmes et des prestataires de services et de soins SSRAJ. Trois besoins ont été identifiés comme prioritaires par les enquêtés :

- ✓ l'information /communication sur la SSRAJ ;
- ✓ l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive ;
- ✓ les espaces jeunes.

A ces besoins généraux, s'ajoutent les besoins spécifiques des jeunes et adolescents vivant avec un handicap.

Le recensement des besoins prioritaires en SSRAJ dans la région de Sikasso laisse paraître une similitude dans leur expression au niveau de tous les cercles.

Pour améliorer les indicateurs en matière de SSRAJ dans la région de Sikasso, les enquêtés ont formulé certaines recommandations qui vont toutes dans le sens de la prise en compte des besoins prioritaires évoqués précédemment.

Ces recommandations ont été formulées à l'intention de l'Etat et des ONG qui interviennent sur la question. En ce qui concerne l'Etat, il s'agit de : renforcer la sécurité dans la région pour faciliter la mobilité des intervenants ; renforcer la capacité des agents de santé dans la prise en charge des questions de SSRAJ ; coordonner les activités des intervenants pour éviter la dispersion ; faciliter la diffusion périodique du niveau des indicateurs SSRAJ ; centraliser les données des intervenants par cercle au niveau des SLPFEF et des CSRéf réaliser des études quantitatives et qualitatives dans la région de Sikasso pour mieux approfondir le sujet.

Pour ce qui concerne les ONG, il s'agit d'impliquer les adolescents et jeunes dans l'élaboration des programmes et projets sur la SSRAJ ; multiplier les campagnes de sensibilisation au niveau communautaire sur la SSRAJ.



Photo des participants à l'atelier de dissémination des résultats de l'étude, Sikasso, décembre 2021

2.11. Réalisation de l'étude sur les mutilations génitales féminines à Kayes

La Direction Nationale de la Population a réalisé en 2021, avec l'appui technique d'un Consultant, une étude sur les mutilations génitales féminines (MGF/ E) à Kayes. Cette étude financée sur le budget Etat s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme des études et recherche de la DNP. Les informations recueillies ont permis de mieux comprendre cette pratique et éclairer la prise de décision. En effet, le Mali à l'instar d'autres pays africains, poursuit depuis plusieurs années son processus global d'intégration des questions de population dans les politiques et programmes de développement telle que recommandé par la Conférence Internationale sur la Population et le développement (CIPD) tenue au Caire en 1992. Cette orientation politique majeure permet au pays d'améliorer sa performance dans plusieurs domaines dont la santé maternelle et infantile et les violences basées sur le Genre.

En dépit de la volonté politique du Gouvernement à faire face au problème de l'excision le Mali demeure l'un des pays où la prévalence est très élevée. La pratique est presque généralisée dans l'espace territorial et ne diffère que très légèrement selon diverses caractéristiques socioculturelles, démographiques et économiques. Les résultats récents ne mettent pas en évidence une diminution de la pratique de l'excision au fil du temps. En effet, selon le rapport de l'EDSM VI, 2012-2013, l'excision concerne 89% des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré être excisées.

L'excision est pratiquée dans la région de Kayes avec un taux de prévalence de 95% au sein des femmes en âge de procréer (15-49 ans). S'agissant de la typologie, l'excision de type cousu et fermé (fermeture du vagin) représente 3,1% chez les filles de moins de 15 ans dans la région de Kayes.

L'objectif général de cette investigation est de développer une étude CAP (connaissances, attitudes et pratiques) sur la Mutilation Génitale Féminine dans la région de Kayes dans une posture compréhensive en vue d'éclairer la prise de décision et d'aider les pouvoirs publics à une meilleure coordination des activités de lutte contre les pratiques néfastes.

Il ressort des résultats de l'étude, les éléments ci-dessous:

- la pratique est assez enracinée. La prévalence est presque la même en milieu urbain qu'en milieu rural ;
- selon les enquêtés l'excision fait partie des normes sociales, donc difficile de s'en débarrasser. C'est la non excision qui est l'exception et cela se rencontre généralement chez les ethnies venues d'ailleurs ;
- les raisons avancées pour justifier la pratique sont tout d'abord le respect de la tradition, de la religion et ensuite, la purification, la chasteté, la fidélité de la femme ;
- certaines conséquences sont connues mais pas vécues. La quasi-totalité des enquêtés dans la communauté n'ont pas vu de cas de complication liés à l'excision. Chacun affirme avoir entendu les conséquences qui sont entre autres, la douleur de l'opération, l'hémorragie, les difficultés d'accouchement et la mort ;
- le seul recours en cas de complication reste les structures de santé ;
- les services de santé, de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille et quelques ONG rendent des services de prévention et la prise en charge dans le domaine des MG ;

- les populations enquêtées pensent que l'excision a un caractère obligatoire qui s'impose car, pratiquée par la majorité de la population. Celles qui ne sont pas excisées sont indexées et stigmatisées.

Les difficultés recensées qui entraveraient l'abandon sont d'ordres culturel, social et religieux.



Photo : enquête de terrain, commune de Gory-Gopela, décembre 2021

2.12. Atelier de dissémination des résultats de l'étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), les Pratiques Traditionnelles Néfastes (PTN) et la Santé Reproductive (SR) dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.

En 2020, la Direction Nationale de la Population a bénéficié d'un financement de l'UNFPA à travers le Programme « Initiative Spotlight » pour réaliser une étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), les Pratiques Traditionnelles néfastes (PTN) et la Santé Reproductive (SR) dans les zones d'intervention du Programme.

L'étude vise à renforcer le cadre institutionnel, améliorer la production et la disponibilité de données statistiques quantitatives et qualitatives de qualité, désagrégées et comparables à l'échelle mondiale sur différentes formes de violences faites aux femmes et des filles, y compris les VBG, les pratiques **néfastes et la santé de la reproduction au niveau des structures et acteurs, dans le cadre de l'élaboration** des lois et la mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes en vue de permettre une meilleure lecture et une appréciation de l'ampleur et de la gravité des phénomènes de VBG, PTN et SR.

L'atelier a regroupé en plus des cadres de la DNP, les représentants des partenaires techniques et financiers ainsi que ceux des structures et acteurs clés intervenant dans les domaines de VBG, PTN et SR.



Photo de famille lors de l'atelier de dissémination

2.13. *l'organisation de la caravane stronger together au niveau national*

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions de la composante 1.1 du Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Mali), la DNP a inscrit dans le PTBA 2021 des activités relatives à l'organisation des campagnes de communication pour le changement social et de comportement. Cette caravane a été organisée à travers deux étapes. La première étape a concerné trois axes : l'axe Bamako-Dioila- Fana – Bamako ; l'axe Bamako - Bougouni –Sikasso - Bamako et l'axe Bamako – Kita –Bamako. Quant à la seconde étapes, elle a concerné deux axes : l'axe Kayes-Médine –Kayes et l'axe Kayes – Maloun – Kayes.

L'objectif général de cette caravane était de sensibiliser les populations locales sur les problématiques liées à la SR/PF, à l'éducation des filles (SCOFI), à l'autonomisation des filles et des femmes dans le contexte de la COVID-19 et de l'insécurité du pays.

Au cours de cette caravane, des prestations de services ont été réalisées. Ces services ont porté sur les Consultations Prénatales ; les Consultations / Contraception (insertion, retrait, injection et dotation des produits de MCDA) ; le dépistage du cancer du col de l'utérus et la prise en charge des IST etc.

Les statistiques de prise en charge de la PF a concerné 1251 dont 166 nouvelles utilisatrices des jeunes de 15 à 35 ans ; 165 du cancer du col de l'utérus ; 11 Consultations prénatales et 135 IST.

A la fin de la caravane l'une des recommandations a été : d'intensifier la communication communautaire pour l'abandon des pratiques néfastes ; et de créer des relais pour sensibiliser sur les thématiques de la santé, de la scolarisation et du maintien des filles à l'école et l'autonomisation des filles et des femmes.



Présidium lancement activités CCSC région de Kayes, salle de conférence Chambre de Commerce, de gauche à droite, DNA/DNP, CAEF Kayes, Président conseil Régional Kayes, Coordonnateur Projet SWEDD



Vue des jeunes filles de l'école Mamelon B de Sikasso

2.14. la réalisation de l'enquête sur les connaissances, les aptitudes, les pratiques (CAP) sur les besoins en santé de la reproduction des jeunes adolescents dans les périphéries du district de Bamako

La présente enquête sur les Connaissances, Attitudes et les Pratiques (CAP) des jeunes et adolescents intervient dans le cadre des besoins en matière de planification familiale tels qu'ils sont ressentis par la population. Elle a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la Santé de la reproduction des jeunes et adolescents dans le district de Bamako. A la suite de la collecte, les résultats n'ont pas pu être validés pour disponibilité de ressources.

2.15. la production du bulletin statistique et Pop infos

Dans le cadre de l'appui aux structures gouvernementales et les prestataires des services dans la production des bulletins statistiques et autres supports de communication digitale sur les VBG et la SR au Mali, et en prélude au processus retenu de commun accord avec l'UNFPA, la Direction Nationale de la Population s'est vu confiée la production des supports du Bulletin Statistique et le Journal Pop-Info sur la SR/VBG .

C'est dans ce cadre que l'UNFPA/SPOT-LIGHT INITIATIVE a confié à la DNP la présente activité de communication qui a impliqué les autres secteurs de développement. Il s'agissait de produire des bulletins, l'alimentation et l'hébergement du site web, des productions visuelles et radiophoniques et autres.

Son objectif est de rassembler un segment assez représentatif au sein des acteurs impliqués sur les questions de VBG/SR afin de définir un mécanisme commun pour la production.

Le processus a été conduit par une équipe de consultant sous la supervision de la DNP.

Au Mali, les VBG affectent de façon disproportionnée les filles et femmes et peuvent prendre différentes formes -physique, sexuelle, psychologique, économique-, à l'exemple des violences domestiques et sexuelles généralement répandues. Des statistiques ont été produites sur les VBG en 2021 (conf. Document), mais aussi sur les niveaux d'éducation et le développement rural sensibles, au genre, le genre et la santé de la reproduction.

2.16. Session de plaidoyer et de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des engagements de la cipa+25 et leurs liens avec les ODD et le CREDD

Organisée par le Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (MUHDATP) à travers la Direction nationale de la Population (DNP), en collaboration avec l'UNFPA, la session a regroupé en plus des cadres de la DNP les acteurs impliqués dans les questions de population et développement.

L'objectif général est la validation du document de plaidoyer et son appropriation par tous les acteurs concernés par les questions de Population et Développement.

Au cours de cette session le niveau de mise en œuvre des engagements sur la base des indicateurs et résultats issus de la collecte des données par le comité de suivi de la CIPD+25 a été présenté. La session a permis de faire un lien entre les engagements, les ODD et le CREDD.

En fin, les impacts du financement des engagements sur l'atteinte des ODD et du CREDD, de même que les défis et les perspectives ont été des points d'attention.



2.17. la célébration de la Journée Mondiale de la Population, 11 juillet 2021

Dans la perspective de contribuer durablement à la réduction de la pauvreté, le ministère en charge des questions de population à travers la Direction Nationale de la Population a pris l'option, depuis plus d'une décennie, de la délocalisation jusqu'au niveau village de la célébration de la JMP.

C'est ainsi que l'édition de 2021 a été célébrée dans le village de Kodialan.

Son objectif est d'attirer l'attention des populations, des décideurs politiques et des leaders religieux sur les questions clés de population par le biais de la célébration de la Journée Mondiale de la Population.

En vue de l'amélioration des conditions sanitaires des populations en cette période de la COVID-19, les autorités du pays et les partenaires au développement se sont résolument engagés à la distribution d'un lot important du kit sanitaire à la population de Kodialan.

La journée a permis d'informer les municipalités et les populations de Kodialan sur les questions clés de population à travers des interventions, messages et témoignages. Compte tenu du contexte particulier de cette célébration, les responsables locaux ont été édifiés sur les dispositions à prendre dans le souci du respect des mesures de sécurité sanitaire contre la COVID-19. La Direction

Nationale a remis des équipements sanitaires aux autorités de la commune. Il est à noter que l'évènement a été tenu dans un contexte de crise socio-politique.

III. PARTENARIAT ET SYNERGIE D'ACTION

Les activités ci-dessus ont été réalisées avec la participation des membres de la Commission Nationale Population et Développement et les structures partenaires comme la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique, la Sous-direction Santé de la reproduction, la Direction Nationale de l'Enseignement Fondamental, la Direction Nationale de la Promotion de la Femme, la Direction Nationale de Jeunesse, l'Institut National de la Statistique, l'Observatoire National du Dividende Démographique, le CNIECS, le ministère de la Justice, les Organisations de la Société Civile, les Associations et ONGs nationales et internationales, les Organismes du système des Nations Unies. Aussi, les représentations régionales, subrégionales et locales sont parties prenantes aux différentes activités menées dans le cadre de la mise en œuvre du Plan opérationnel 2021.

IV. DIFFICULTES ET SOLUTIONS PROPOSEES

La mise en œuvre de ces activités a permis d'identifier un certain nombre de difficultés dues à :

- l'insuffisance des ressources financières mises à la disposition de la DNP par l'Etat et les partenaires techniques et financiers (UNFPA, SWEDD) ;
- la disponibilité des données pour l'élaboration des différents rapports;

V. LECONS APPRISES

La réunion de la CNPD et du comité de suivi des engagements de Nairobi a permis de retenir un certain nombre de leçons notamment l'engagement total de tous les membres du comité de suivi, mais aussi une stabilisation et une smartisation des indicateurs par engagement.

En matière d'études et recherches, les principales leçons apprises consistent à la large participation des acteurs en charge des questions de mutilations génitales féminines MGF/E à travers la mise en place d'un comité technique de pilotage chargé de la validation des différentes phases de l'étude. Aussi, elles ont également permis aux différents acteurs de s'exprimer sur leurs besoins en matière de renforcement de capacités pour une meilleure production de données de qualité afin d'orienter la prise de décisions pour le bien être des femmes et filles et pour leurs autonomisation et participation active.

En matière de renforcement des capacités sur les IVD, les leçons apprises sont relatives à

l'intégration des variables démographiques dans les PDESC, certains participants disposaient déjà des méthodes anciennes pour prendre en compte des questions de population dans leurs stratégies de développement, mais qui n'étaient pas adaptées avec le principe réel d'intégration.

VI. LA DURABILITE DES INITIATIVES

Les différents acteurs en matière de population et développement et les populations ont été largement impliqués dans la mise en œuvre du PO 2021. Les résultats issus de ces différentes actions vont permettre non seulement d'améliorer le processus de planification, mais aussi d'orienter les décideurs dans la prise de décisions.

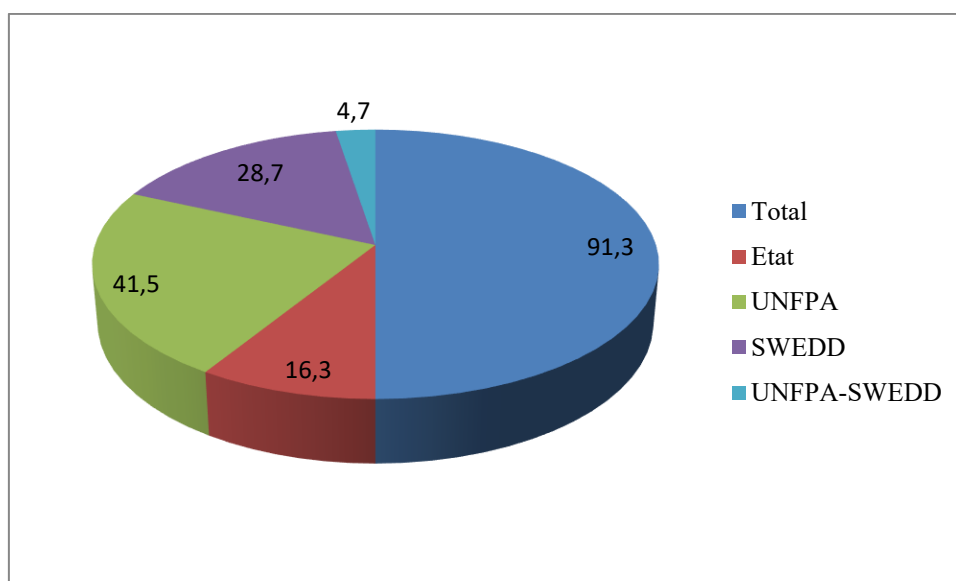
VII. NOUVEAU DEVELOPPEMENT

La mise en œuvre de certaines activités, notamment la formation des élus et acteurs de mise en œuvre de la PNP va permettre aux collectivités formées, d'utiliser la nouvelle méthodologie apprise dans l'élaboration des stratégies de développement aux niveaux régional et local.

VIII. PERFORMANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE 2021

La mise en œuvre du Plan Opérationnel 2021 a été possible grâce à la mobilisation de deux cent neuf millions sept cent quatre vingt neuf mille sept cent quarante francs (209789740) CFA.

Le taux de réalisation a été évalué à 91,3% dont 16,3 du budget national, 41,5% de UNFPA, 28,7% du SWEDD et 4,7% des ressources conjointes UNFPA-SWEDD. La non réalisation de certaines activités se justifie par l'absence de la Non Objection (ANO) de la Banque pour le financement desdites activités. Ce graphique ci-dessous resume en pourcentage du niveau de réalisation des activités menées à partir des différentes sources de financement.



VIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

La mise en œuvre du PO 2021 a été exécutée conformément aux objectifs fixés. Les activités prévues ont été en grande partie exécutées. Toutefois, dans la mise en œuvre de ces actions, un certain nombre de recommandations ont été faites pour améliorer la mise en œuvre des actions futures. Il s'agit de :

- appuyer la DNP à l'organisation des ateliers régionaux de validation des PRP pour une meilleure appropriation du document par les acteurs régionaux;
- poursuivre le renforcement de capacités des cadres de la DNP en analyse de données et en projections démographiques pour une meilleure réponse aux besoins en données populationnelles actualisées, désagrégées et à jour;
- appuyer le renforcement des capacités des agents de la DNP dans la gestion des questions de population ;
- appuyer la DNP dans la réalisation des études et recherche pour l'identification des problèmes nouveaux et émergents de population en vue d'orienter la prise de décision ;
- renforcer les moyens matériels, logistiques et financiers de la DNP pour l'atteinte des objectifs de la PNP.

ANNEXE : SYNTHESE DE L'ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE 2021

activités	Total	Sources de financement				Niveau de mise en œuvre
		Etat	UNFPA	SWEDD	SWEDD-UNFPA	
<i>1.l'élaboration et la validation du rapport national sur la situation sociodémographique du Mali en 2019</i>	8746680	8746680				réalisée
<i>2. la tenue des réunions de la CNPD et du Comité de suivi des engagements du Mali sur la CIPD+25 ;</i>	1500000		1500000			réalisée
<i>3. la réalisation de la mission de suivi de la PNP dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako</i>	6716400	6716400				réalisée
<i>4. l'impression de 600 exemplaires du mécanisme de coordination et de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la PNP</i>	5000000			5000 000		Non réalisée
<i>5. la formation de deux (02) cadres de la DNP en démographie et suivi-évaluation</i>	10000000			10000000		Non réalisée

6. l'appui à la formation de l'agent comptable de la DNP en Master professionnel « Management des Projets et des Organisation »	5000000			5000000		Non réalisée
7. l'organisation de la réunion de coordination du produit 5 pour un meilleur suivi du PTA	300000		300000			réalisée
8. la formation des élus et agents techniques de la région de Kayes, en intégration des variables démographiques dans les PDESC	10832500				10832500	réalisée
9. la formation des élus et agents techniques de la région de Kita en intégration des variables démographiques dans les PDESC	5091730	5091730				réalisée
10.l'organisation de deux sessions de plaidoyer et d'appropriation de la PNP et de la FRN sur le dividende démographique à Kayes et à Mopti	11000000		11000000			réalisée
11. la formation des membres de la CNPD sur les concepts du dividende démographique	10000000			10000000		réalisée
12. la dissémination de la PNP et son mécanisme de coordination axé sur la capture du dividende démographique dans les région de Kayes, Gao et	30 000 000			30 000 000		réalisée

<i>Mopti</i>						
<i>13. la restitution, validation et dissémination des résultats de l'étude sur les mutilations génitales féminines dans la région de Tombouctou</i>	15426000		15426000			réalisée
<i>14. la reproduction du rapport de l'étude sur les MGF à Tombouctou et la confection de dépliant</i>						
<i>15. la réalisation et la validation d'une étude sur les priorités des besoins en SSR des jeunes et adolescents dans la région de Sikasso</i>	10999360		10999360			réalisée
<i>16. la réalisation de l'étude sur les mutilations génitales féminines à Kayes</i>	9904750	9904750				réalisée
<i>17. l'atelier de dissémination des résultats de l'étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG), les Pratiques Traditionnelles Néfastes (PTN) et la Santé Reproductive (SR) dans les zones d'intervention du programme Initiative Spotlight.</i>	5501000		5501000			réalisée
<i>18. l'organisation de la caravane stronger together au niveau national</i>	14500000		14500000			

<i>19. l'organisation de la campagne CCSC à Kayes</i>	26000000			26000000		réalisée
<i>20. la réalisation de l'enquête sur les connaissances, les aptitudes, les pratiques (CAP) sur les besoins en santé de la reproduction des jeunes adolescents dans les périphéries du district de Bamako ;</i>	4771000		4771000			En cours de réalisation
<i>21. la production du bulletin statistique et Pop infos</i>	19999500		19999500			Réalisée
<i>22. la session de plaidoyer et de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre des engagements de la cipd+25 et leurs liens avec les ODD et le CREDD</i>	5455800		5455800			réalisée
<i>23. la célébration de la Journée Mondiale de la Population, 11 juillet 2021</i>	6000000		6000000			réalisée
<i>24. la célébration de la fête du PPD</i>	7045020	7045020				réalisée
<i>TOTAL</i>	<i>229789740</i>	<i>37504580</i>	<i>95452660</i>	<i>86000000</i>	<i>10832500</i>	